

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article12014>

L'ex-juge Jean-Louis Bruguière : "Il existe une menace réelle pour notre sécurité"



- Terrorisme - France -
Date de mise en ligne : jeudi 12 novembre 2009

Spyworld Actu

Figure incontournable de la lutte antiterroriste en France, l'ancien juge d'instruction Jean-Louis Bruguière publie un livre (*) dans lequel il retrace trente années de carrière, dont vingt-cinq consacrées à l'antiterrorisme.

Un ouvrage qui doit être accueilli comme « un regard sur l'histoire et l'actualité » et non comme des Mémoires. Le magistrat, aux méthodes parfois contestées et à l'ego surdimensionné selon ses détracteurs, livre sa vision d'un monde où la menace terroriste est toujours aussi vive et critique la politique de l'administration Bush.

Il accuse également l'avocat Jacques Vergès d'avoir outrepassé son rôle en intégrant l'organisation du terroriste Carlos, un personnage emblématique qui, paradoxalement, apparaît peu dans ce recueil. Jean-Louis Bruguière assure avoir eu « d'excellents rapports » avec les politiques de gauche comme de droite, saluant la continuité de l'exécutif sur les grands intérêts de l'Etat.

L'homme, qui s'est engagé en politique sous la bannière de l'UMP en 2005, a subi un revers quand il a été battu aux élections législatives en Lot-et-Garonne. Il n'exclut pas, « dans des configurations plus favorables », de solliciter à nouveau le suffrage universel. Aujourd'hui retraité de la magistrature, il a été nommé représentant de l'Union européenne auprès des Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.

() Ce que je n'ai pas pu dire, avec Jean-Marie Pontaut, éd. Robert Laffont, 493 p., 22 euros.*

FRANCE-SOIR. Avant de devenir un juge antiterroriste emblématique, vous avez instruit des dossiers qui ont marqué les annales criminelles, comme l'affaire du « Japonais cannibale ». Quel souvenir en gardez-vous ?

JEAN-LOUIS BRUGUIÈRE. Je me rappelle très bien ce type, Issei Sagawa, qui était un fou - d'ailleurs, il dévorait ma greffière de façon gourmande. Heureusement, elle était solide ! C'est une affaire qui marquera le siècle, non sur le plan judiciaire mais sur le plan psychiatrique, certainement. Le père de Renée Hartevelt (NDLR : l'étudiante néerlandaise assassinée à Paris le 11 juin 1981), de surcroît, avait été fait prisonnier par les Japonais. Incroyable destinée que celle de cet homme dont la fille est tuée, dévorée par ce type... Rétrospectivement, je me dis que j'ai quand même beaucoup de chance d'avoir eu des dossiers qui ont marqué leur temps. Comme l'affaire de Mme Claude, qui renvoie à Giscard.

Très rapidement, vous racontez vous être heurté aux pressions politiques...

Oui, j'étais alors jeune juge à Evreux, en charge d'une petite affaire qui visait un commissaire de police. A l'époque, en 1973, les pressions étaient très fortes et les politiques ne prenaient pas beaucoup de gants pour intervenir. On était dans les réseaux Foccart et de Broglie.

Ces pressions, les avez-vous retrouvées plus tard à la galerie antiterroriste de Paris ? Quels ont été vos rapports avec les gouvernements successifs ?

J'ai eu d'excellents rapports avec la gauche et de très bons rapports avec la droite. Sur les grands intérêts de l'Etat, les grandes affaires, il y a toujours eu un continuum au sein de l'appareil, car il n'y a pas d'enjeu politique. Par exemple, pendant l'instruction de l'affaire du DC10 d'UTA, qui a duré neuf ans, je n'ai pas trouvé de différence entre

le positionnement de Mitterrand et celui de Chirac.

En 1995, des attentats meurtriers sont perpétrés à Paris. Vous êtes alors au coeur du dispositif judiciaire antiterroriste...

C'était très pénible. Ça sautait tous les jours. Entre le mois de juillet et le 1er novembre, nous vivions sous pression - pas celle des politiques mais celle de l'opinion publique - et dans l'angoisse. Heureusement, notre connaissance des réseaux islamistes nous a permis de réagir. Et d'échapper à des attentats en décembre, lorsque les grèves auraient bloqué l'arrivée de secours. Là, j'en suis certain, le pays aurait basculé.

Lors de votre longue carrière à la galerie Saint-Eloi, vous avez croisé des « clients » hors norme. Quels sont ceux qui vous ont marqué ?

Il y en a un dont je ne parle pas dans mon livre, c'est Carlos. Un personnage incroyable, fantasque et très séducteur. Un jour, il n'était pas content et il s'est foutu à poil, en slip ! Mais la plupart du temps, il était très déférent, cultivant son côté sud-américain, soigné. Autrement, il n'y a aucune personnalité marquante dans toutes ces figures du terrorisme.

Vous étiez en permanence protégé. Comment l'avez-vous vécu ?

Le coût élevé a surtout été payé par mes enfants. Là, c'était vraiment difficile : imposer des gardes du corps à des gamins, à des adolescents, ce n'est pas neutre. Et il y a le regard des autres, à l'école notamment. Ma femme n'était pas protégée, moi, je l'étais. Au bout d'un moment, on ne voit plus que l'aspect confortable des choses, la voiture avec chauffeur... Mais on ne se rend plus compte qu'on ne vit pas normalement.

Au fil du temps, vous êtes devenu un spécialiste de la menace terroriste. Comment voyez-vous la situation aujourd'hui ?

Je ne la vois pas avec beaucoup d'optimisme, car la configuration en 2009 est assez explosive avec un Pakistan et un Afghanistan qui ne cessent de s'enfoncer dans la crise et dans le chaos, et puis, dans le même temps, une menace qui se renforce en Afrique du Nord et dans la zone du Sahel avec l'Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique), qui constitue incontestablement une menace réelle pour notre sécurité en Europe et en France.

A la chute du mur de Berlin, tout le monde s'est félicité de la fin de la guerre froide et personne, selon vous, n'a vu venir la montée de la menace islamiste. Comment expliquez-vous cette cécité ?

Je crois que les Etats ne prennent conscience de la menace que lorsqu'elle se manifeste. En 1993, aux Etats-Unis, tout le monde a occulté l'attentat du World Trade Center. Les Britanniques, par exemple, ont attendu les attentats de 2005 pour réagir.

Vous êtes très critique à l'égard de l'administration Bush ?

Je considère qu'elle nous a envoyé dans le mur. Elle a été totalement autiste, inaccessible à nos arguments. Ni au moment du 11 septembre, ni avant. Les Américains ne se sentaient pas concernés, mais quand ils l'ont été ils ont renversé la barre. Mais leur concept de war on terrorism était une ineptie : la guerre globale contre le terrorisme ne veut rien dire et sert seulement à justifier l'utilisation de la force armée, les opérations et toutes les aventures.

Aujourd'hui, ils font les comptes, mais le coût est élevé tant sur le plan interne - les services en ont pris un coup - qu'externe - la réputation des Etats-Unis est entamée, et au Moyen-Orient les dégâts sont lourds.

La continuité de l'action judiciaire antiterroriste est-elle menacée par la réforme du juge d'instruction ?

Je ne prends pas partie sur la réforme, mais je dis que nous avons mis en place en France un dispositif antiterroriste extrêmement efficace qui a fait ses preuves et qui est reconnu à l'étranger. Il serait dommage de le remettre en question. Il faut que perdurent l'indépendance de l'enquêteur, la centralisation des poursuites et, surtout, cette relation - la clé du succès - avec les services de renseignement qui permet de démanteler les réseaux en amont. C'est crucial. Car ce qui est recherché par les gouvernants et l'opinion publique, c'est plus l'absence d'attentats que la recherche de leurs auteurs.

La politique, vous laissez tomber ?

Je ne laisse jamais rien tomber. Je n'exclus pas, dans des configurations plus favorables, d'être utile à ma région. Politiquement, j'ai fait un choix et je l'assume complètement. J'aurais pu revenir à la magistrature. Mais je trouve courageux de ne pas avoir choisi le confort.

Post-scriptum :

<http://www.francesoir.fr/faits-divers...>